

Recettes des administrations publiques

Les recettes publiques financent les biens et les services fournis par les administrations et permettent à l'État d'assurer son rôle de redistribution, les deux principales sources de recettes étant les impôts et les cotisations sociales. Compte tenu des choix passés et actuels de politique économique ainsi que des fluctuations liées au cycle conjoncturel, il existe de grandes différences d'un pays à l'autre quant à la manière dont, et au degré auquel, leurs gouvernements exercent ces deux fonctions fondamentales ; de ce fait, le montant des recettes publiques qu'ils lèvent est également très inégal.

Dans les pays de l'OCDE, à quelques exceptions près, la part des recettes des administrations publiques dans le PIB a retrouvé son niveau antérieur à la crise financière : elle ressortait en moyenne à 37.3 % du PIB en 2007, a fléchi à 35.8 % en 2009, puis est remontée à 38.1 % en 2015. La même année, les recettes des administrations publiques équivalaient à au moins la moitié du PIB dans sept des 34 pays membres de l'OCDE : Norvège (54.8 %), Finlande (54.2%), Danemark (53.5 %), France (53.4 %), Belgique (51.4 %), Autriche (51.6 %) et Suède (50.5 %) ; dans deux pays seulement, elles étaient inférieures à un tiers du revenu national annuel : Irlande (27.6 %) et Mexique (23.7 %). En Grèce, les recettes budgétaires sont supérieures à leur niveau d'avant la crise, puisqu'elles sont passées de 40.4 % du PIB en 2007 à 48.3 % en 2015 ; toutefois, leur niveau s'explique aussi par la forte contraction de la production consécutive à la crise, sachant qu'en 2015 le PIB nominal s'établissait à 76 % de son niveau de 2007. Pendant la même période, parmi les pays candidats à l'adhésion à l'OCDE, c'est la Colombie qui a le plus augmenté les recettes budgétaires : elles sont passées de 31.1 % du PIB en 2007 à 34.1 % en 2015, ce gonflement résultant des revenus du pétrole, du renforcement de la discipline fiscale et de réformes.

De 2015 à 2016, parmi les pays pour lesquels des données sont disponibles, c'est en Islande que les recettes ont le plus augmenté, leur part dans le PIB s'élevant de 42.2 % à 58.4 % du fait des rentrées exceptionnelles au titre de la taxe dite de stabilité prélevée sur les banques en difficulté ; en revanche, les recettes, exprimées en pourcentage du PIB, ont le plus diminué en République slovaque (-2.9 p.p.) et en Hongrie (-2.9 p.p.), ces deux pays dépensant avec lenteur les fonds attribués par l'UE en raison du démarrage d'une nouvelle période de programmation.

Les recettes publiques par habitant ont évolué de façon analogue aux recettes globales, augmentant de façon assez uniforme dans l'ensemble des pays de l'OCDE au fur et à mesure que la crise se dissipait. En moyenne, elles ont progressé de 2009 à 2015, et s'établissaient en fin de période à 16 094 USD à PPA. Les pays où elles sont le plus élevées restent en tête sur ce plan depuis 2009 : Luxembourg (44 485 USD à PPA), Norvège (33 977 USD à PPA) et Danemark (26 203 USD en PPA). S'agissant du Luxembourg, cela pourrait résulter de la contribution fiscale des travailleurs transfrontaliers qui ne sont pas comptabilisés parmi les résidents, alors que dans le cas de la Norvège, ce sont les revenus pétroliers qui ont joué. En revanche, les recettes par habitant sont inférieures à 10 000 USD à PPA en Lettonie, en Turquie et au Mexique.

Dans les pays de l'OCDE, le rythme annuel moyen de progression des recettes publiques réelles a été de 0.6 % de 2007 à 2015, mais de 2.3 % de 2009 à 2015. Les pays où elles ont le plus augmenté sont la Turquie (+5.9 %), la République slovaque (+5.8 %), le Japon et la Lettonie (+4.2 % pour ces deux pays). En revanche, le rythme moyen d'évolution des recettes réelles par habitant a été négatif de 2009 à 2015 en Grèce (0.3 %) et en Norvège (0.2 %).

Méthodologie et définitions

Les données sont tirées de la base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux et de la base de données d'Eurostat sur les statistiques relatives aux finances publiques, qui sont établies conformément au Système de comptabilité nationale (SCN). Ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre SCN 2008 est désormais en vigueur dans tous les pays de l'OCDE (voir annexe A). Selon la terminologie du SCN, les administrations publiques se composent de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Les recettes englobent les impôts, les cotisations sociales nettes, les dons et d'autres recettes. Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure habituelle de la valeur des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée. Les recettes publiques par habitant ont été calculées en convertissant les recettes totales en USD aux parités de pouvoir d'achat (PPA) OCDE/Eurostat pour le PIB, et en divisant le résultat obtenu par la population. Dans le cas des pays pour lesquels les données sont tirées des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, un taux de change implicite basé sur les PPA a été utilisé. La PPA est le nombre d'unités monétaires du pays B nécessaire pour acquérir une même quantité de biens et de services dans le pays A.

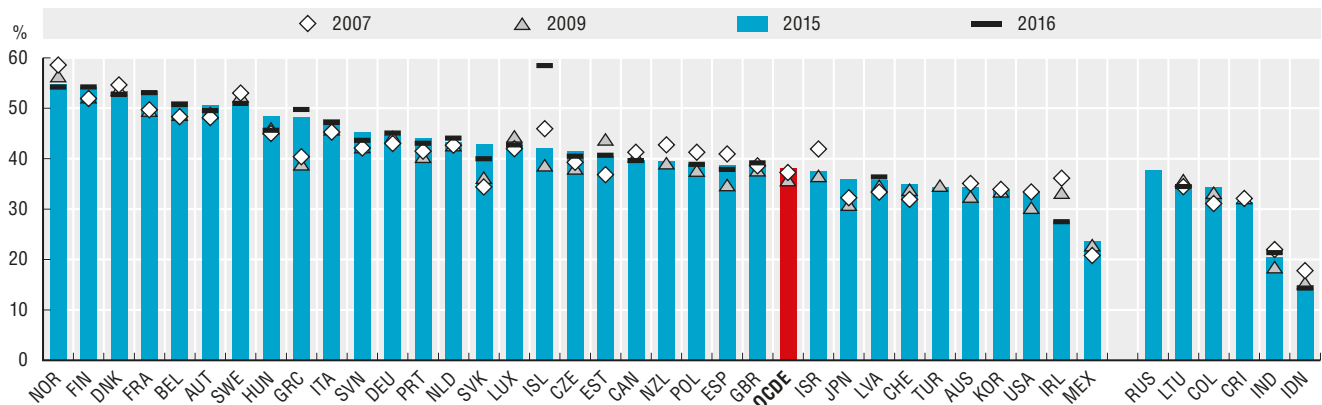
Pour en savoir plus

OCDE (2016), OECD Factbook 2015-2016: Economic, Environmental and Social Statistics, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2015-en>.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

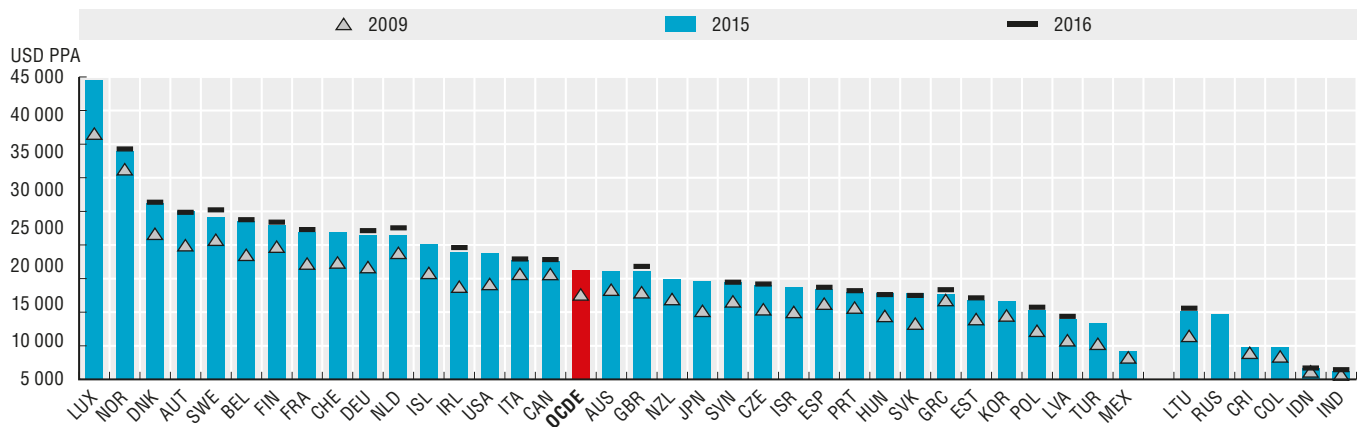
2.18. Recettes des administrations publiques en pourcentage du PIB (2007, 2009, 2015 et 2016)



Source: Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données sur les autres grandes économies (Inde et Indonésie) sont tirées des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (avril 2017).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537482>

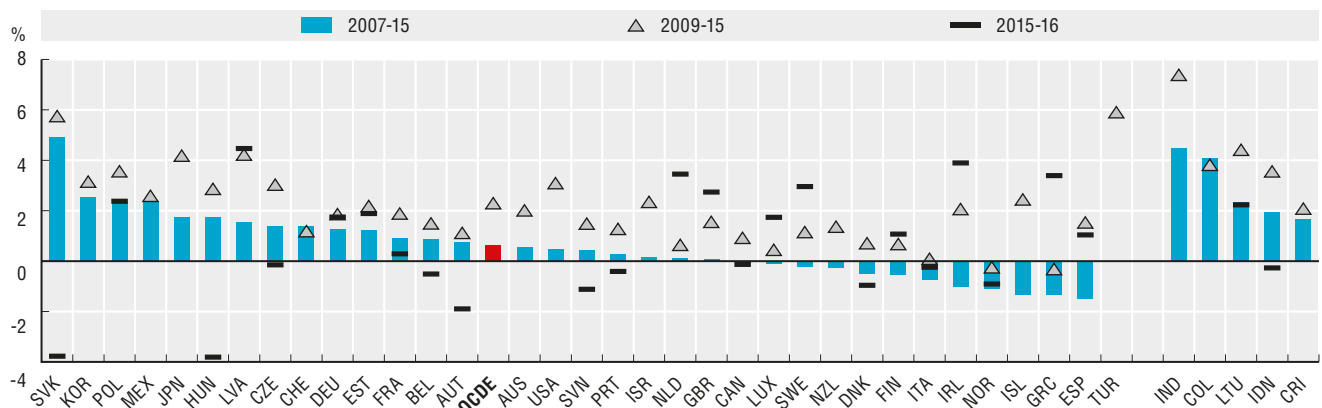
2.19. Recettes des administrations publiques par habitant (2009, 2015 et 2016)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données sur les autres grandes économies (Inde et Indonésie) sont tirées des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (avril 2017).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537501>

2.20. Taux annuel moyen de croissance des recettes publiques par habitant en termes réels (2007-15, 2009-15 et 2015-16)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données sur les autres grandes économies (Inde et Indonésie) sont tirées des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (avril 2017).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537520>



Extrait de :

Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Recettes des administrations publiques », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-14-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.